

Le libertaire

hebdomadaire

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu toute la somme de bonheur adéquate, à toute époque, au développement progressif de l'humanité.

ABONNEMENTS POUR LA FRANCE

Un an. 6 fr. »
Six mois. 3 fr. »
Trois mois. 1 fr. 50

ADMINISTRATION ET RÉDACTION PARIS — 15, RUE D'ORSEL, 15 — PARIS

Adresser tout ce qui concerne le journal
à l'Administrateur

ABONNEMENTS POUR L'ÉTRANGER

Un an. 8 fr.
Six mois. 4 fr.
Trois mois. 2 fr.

Une Farce parlementaire

L'OUENZA

« De notre effort passionné, un régime nouveau peut sortir. Nous poserons la question devant le pays et soulèverons la France et l'Algérie. »
Le tonitruant JAURÈS.

Oh ! tranquillisez-vous. On va seulement soulever la France parlementaire. — La France parlementaire ? Est-ce qu'elle existe encore ?

Pourquoi donc les socialistes font-ils tant de bruit autour de cette affaire de l'Ouenza ? Pourquoi le gonflé Jaurès et le vidé Alémane veulent-ils porter cette question devant le peuple souverain ?

Il s'agit de riches gisements de minerais de fer (un milliard) qui se trouvent au sud de l'Algérie. On était en train d'arranger cette affaire en famille et de concéder ces gisements à un consortium d'industriels internationaux (Krupp-Schneider), lorsque notre camarade Merheim découvrit par hasard le pot aux roses et fit dans la *Voix du Peuple* une campagne pour dénoncer cette affaire.

Il découvrit même mieux. Comme par hasard, c'était justement un député unifié, le citoyen Devèze, grand ami de Briand, qui était rapporteur de cette affaire à l'Aquarium. Il est évident que si Merheim n'avait pas découvert la chose tout se serait passé en famille et nul n'aurait protesté, surtout parmi les socialistes parlementaires, puisque le rapporteur était de leur groupe. Maintenant que la mèche a été éventée, ils crient au voleur. Ah ! les tripouilles !

Que demande le Parti Unifié ?

Il veut que l'Etat exploite ces gisements directement. Ainsi, dit-il, la collectivité aura le bénéfice de cette exploitation.

Va-t-on prétendre sérieusement que l'Etat représente les intérêts de la collectivité, de la collectivité des travailleurs, celle qui nous intéresse ?

Ce que veulent Jaurès et le Parti Unifié, c'est restaurer le parlementarisme discrédité.

Les batailles pour les prochaines élections sont plutôt difficiles à monter. La Représentation Proportionnelle, ça ne tient plus. Sembat en faisait l'autre jour l'aveu dans l'*Humanité* en disant qu'il avait fallu mobiliser les gros ténors de tous les partis pour que le public daigne un peu s'intéresser aux parlementaires — et encore !

La défense de la laïque n'a pas l'air de prendre, surtout depuis que les Q. M. s'en occupent (quinze séances) à la Chambre.

Péril clérical : rien à faire. Retraites ouvrières : l'histoire a plutôt l'air mauvaise pour les Q. M., en présence de l'agitation que se propose de faire la C.G.T.

Il restera aux socialistes l'Ouenza. Si le gouvernement accorde aux capitalistes la concession, les socialistes diront : « Vous voyez l'opposition que nous avons faite. Nous ne sommes pas assez forts. Il faut que nous soyons plus nombreux au Parlement » et alors les caillots tomberont rôtis. Si on refuse la concession : « Ah ! ah ! s'exclameront-ils, vous voyez que nous faisons quelque chose à la Chambre ! A quarante, nous avons fait reculer toute la radicaillerie et la réaction ! »

Mais quel sera le résultat pour les travailleurs dans l'un ou l'autre cas ? L'Ouenza, exploité par le syndicat des gros industriels, fournira du minerai de fer pour fabriquer des canons, des fusils et des cuirassés. Les bénéfices seront partagés par les capitalistes. L'Ouenza, exploité par l'Etat français, fournira du minerai pour faire des canons, des fusils et des cuirassés. Les bénéfices seront partagés par les gros fonctionnaires (politiciens ratés) et les parlementaires (politiciens en fonction).

Dans les deux cas, les travailleurs seront exploités et fabriqueront des instruments de meurtre. Voilà !

Il en est de même de toutes les réformes.

Donner plus de puissance à l'Etat, c'est marcher vers la plus terrible des tyrannies, c'est aller vers l'écrasement complet de l'individu.

Centraliser, participer à la réforme, à la consolidation de l'Etat, voilà une « concession » que les anarchistes ne peuvent pas faire.

Nous voulons détruire l'Etat, alors que les socialistes veulent simplement s'en emparer à leur profit. Voilà pourquoi nous sommes antiparlementaires ; et les syndicalistes qui, vraiment, veulent que les travailleurs s'émancipent par leur action directe propre, les syndicalistes qui veulent supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme, ne peuvent pas faire différemment que d'être contre l'Etat, contre le parlementarisme.

D'un autre côté, les socialistes dont l'action se fait autour de l'Etat, fussent-ils ultra-révolutionnaires, ne peuvent pas être, eux, des antiparlementaires.

Il y a bien certains syndicalistes, ne se disant pas socialistes, qui s'enthousiasment parce que le gouvernement anglais veut faire payer des impôts fonciers, impôts qui serviront à faire des cuirassés. Ces étranges syndicalistes s'apercevant soudain qu'ils sont exploités par les propriétaires, poussent même la naïveté jusqu'à demander à l'Etat l'application d'une vague loi de 1807 !

Les travailleurs ne pourront s'émanciper qu'en prenant eux-mêmes, par la violence, possession de la richesse sociale.

Pour en prendre possession, il faut d'abord combattre et détruire l'Etat, défenseur de l'ordre établi, soutien de la propriété privée du Capital exploitateur.

Aux anarchistes à dénoncer au peuple le mensonge démocratique et à saboter le parlementarisme : les bases de l'Etat.

Henry Combes.



LES DEUX RAYONS

La Guerre Sociale nous annonce une double campagne électorale. La première pour, la deuxième contre.

Ceux qui comptent mener la première nous disent bien que c'est en vue seulement de la propagande. Radotage. Les autres veulent voter simplement... pour se compter. Radotage.

Mais, au fait, pourquoi l'organe insurrectionnel, socialiste, anarchiste, votard et antivotard ne serait-il pas tiré désormais sur deux feuilles séparées ? Chacun son rayon !

LE TABAC POUR TOUS

On va créer cinq cents nouveaux emplois de flics afin de pouvoir assurer à tous la gratuité du « tabac ».

L'Etat payera la moitié de la dépense, devant laquelle il avait reculé jusqu'à présent, mais qu'il accepte aujourd'hui « devant l'impérieuse nécessité des circonstances ».

En effet, les mauvaises conditions de travail, le taux des salaires et le chô-

mage jettent de jour en jour sur le pavé un nombre plus considérable de grévistes.

Il faut mater ces affamés. Et pour cela, il faut des flics, encore des flics, toujours des flics.

Demain, on augmentera le nombre des chiens policiers.

Et nous, est-ce que nous songerons aussi à nous... augmenter ?

DEFENSE REPUBLICAINE

A la Chambre, Ferdinand Buisson, ancien directeur de l'enseignement primaire, s'est taillé un joli succès en affirmant que « l'instituteur ne doit avoir en classe que l'action que les programmes lui commandent ».

M. Ferdinand parle tout comme un flic et comme un « gaffe ». « Programme » veut dire en effet « Règlement ».

L'instituteur vraiment laïque devra donc dire : « Le règlement, moi, j'en connais qu'un ». Et comme ce n'est pas lui qui le fait, comme ce n'est que lui qui l'applique, il obéira sans mot dire et continuera d'abrutir les gosses pour la plus grande gloire de la République.

TOUJOURS LA DEFENSE

Nous sommes toujours à la Chambre. Le député républicain Ferrette affirme que, « en dehors de leur enseignement, les professeurs peuvent défendre leurs idées personnelles ; personne n'a le droit de les frapper ».

Il a du culot, le monsieur ! Et pas un socialiste n'a protesté.

Mais ce qui donne de la saveur au propos, c'est cet « en dehors de ».

Si nous savons entendre, cela veut dire que le professeur est une machine et qu'il devra enseigner selon les ordres venus d'en haut.

Nous le savions.

LE DUEL

Ce n'est pas simplement sur le terrain politique que la République entend défendre ses institutions : c'est encore et surtout sur le terrain judiciaire. Exemple : le cardinal-archevêque de Reims se débat contre le secrétaire général de la Fédération des instituteurs, représentant l'Ecole laïque.

Et ce sera partout la même chose tant que les républicains seront les maîtres.

Si un magistrat s'avise de rendre un jugement trop favorable à l'Eglise et son enseignement, on peut être sûr d'avance que le « déplacement d'office » de ce magistrat est une affaire faite.

Les républicains au pouvoir ont trop intérêt à ce que le règne de l'Eglise soit fini.

LA FAISEUSE DE CLOIRE

C'est le titre d'un roman de Paul Brulat, et on se songe surtout en ce moment que les journaux consacrent à pleines colonnes la gloire de la famille Rostand.

Après avoir, en première place, inséré les vers idiots que la femme du poète consacrait à son éblouissant prodige de fils, voici que le *Matin* offre à ses lecteurs deux croquis faits par le Maître : un coq en mie de pain et une drôle de bête dont on ne comprend que l'œil ahuri.

Le *Matin* assure gravement que « M. Rostand s'entend à saisir une attitude, en la magnifiant ». Et le *Matin* est tellement certain de ce qu'il avance qu'il a demandé au préalable à l'auteur si les dessins étaient bien de lui.

M. Rostand a répondu en ces mots : « C'est un des mille et un gribouillages » insignifiants que j'ai pu faire en causerie de la pièce avec les costumiers. « Ça n'a aucun intérêt. Il faut être fou pour ramasser de pareils bouts de papier ».

C'est bien notre humble avis. Mais, c'est égal, il est plutôt rosse, le Maître.

FAIT-DIVERS

Devant la cour d'assises de Seine-et-Oise comparaissent deux cambrioleurs qui ont tué par maladresse une vieille rentière. C'est un accident du travail, à la fois pour les cambrioleurs et pour la rentière.

Le président veut pincer la corde patriotique. Il essaie de faire dire aux accusés que ce sont les « apaches de l'armée » qui les ont perdus par leur mauvais contact. Mais les deux cambrio-

leurs ne comprennent pas ; ils déclarent simplement qu'au sortir du régiment ils avaient perdu la main au métier, ils ne savaient plus travailler, n'ayant plus l'habitude.

— Comment êtes-vous devenus cambrioleurs ?

— Ça vient comme ça, tout seul, quand on est sans travail.

Ils seront condamnés, cela va de soi, et la société et l'armée seront acquittées sans débats.

SOCIALISME

L'Humanité a signalé cette semaine à la vindicte publique quinze officiers qui ne voulurent point prêter leur concours à la justice dans une affaire d'assassinat.

Elle a signalé encore, la noble Humanité, qu'un colonel a blâmé un soldat qui avait renseigné la police.

Pour plaire au journal officiel du P.S.U., faut-il être les auxiliaires de la Préfecture de police ? faut-il se faire mouche ?

N'y a-t-il pas eu un seul lecteur de l'Humanité pour rappeler son canard à un peu de pudeur ?

DANS « LA GRANDE FAMILLE »

Un camarade de Limoges nous communique le fait suivant et nous garantit son authenticité :

Un jeune soldat, incorporé au 63^e de ligne, a été expulsé le lundi 17, manut militaire, de la caserne des Bénédictins, parce qu'il réclamait un peu trop fort la pension à laquelle il a droit et qu'il veut une blessure faite par son fusil. Les majors l'ont reconnu impotent et l'ont réformé. Le mutilé est aujourd'hui incapable de se servir de son bras.

Il lui faudra crever de faim dehors pour la gloire de la Patrie.

LES PETITS PROFITS

M. l'abbé Vral, dont les camarades ont ces temps derniers entendu parler assez abondamment, est un type vraiment amusant. Il sait pincer la corde anarchiste avec art... et profit. Voilà-t-il pas qu'il vient d'écrire à un camarade pour lui demander de lui prêter gracieusement une salle de conférences et de lui organiser une controverse de concert avec Mme Gabrielle Petit.

Ainsi qu'Elle, dit-il, il a « besoin de galette ».

Pauvre abbé ! Il se débrouille comme il peut, c'est son droit ; mais c'est peut-être aussi le nôtre de ne pas éternellement servir de tremplin et de râtelier à tous les demi-écadés de sacristie.

La Grève de Graulhet

La grève des mégissiers de Graulhet est entrée dans une période des plus significatives pour les exploités. A l'arbitraire patronal s'oppose aujourd'hui la légitime violence révolutionnaire. Un patron a été battu par les grévistes et jeté à l'eau.

Naturellement, le pays est envahi par la troupe et les gendarmes, et les grévistes sont poursuivis dans les rues.

On signale que les esprits sont très surexcités et que l'on peut s'attendre à de graves événements.

Signalons le rôle extraordinaire de l'Humanité en cette affaire ; rôle extraordinaire non seulement parce que le journal du P. S. U. exhorte comme toujours les volés à être sages, calmes dignes, mais surtout parce qu'il donne de ces incidents une note que l'on trouve dans tous les journaux bourgeois. L'Humanité laisse entrevoir de criminelles manœuvres grévistes. Quand demandera-t-elle des poursuites ?

APPEL AUX ANTIPARLEMENTAIRES

Grande réunion préparatoire en vue d'une entente entre tous les antiparlementaires,

Samedi 29, au Restaurant Coopératif, 49, rue de Bretagne.

Les dessins parus dans notre dernier numéro étaient, l'un de Maximilien Luce l'autre de J.-P. Dubray.

Un Parti nouveau

ou une Alliance ?

On parle beaucoup, en ce moment, dans nos milieux, d'une union entre tous les révolutionnaires, d'une entente de toutes les forces d'avant-garde, et déjà des camarades se sont réunis dans ce but.

Pour beaucoup, pour la plupart des révolutionnaires — et nous sommes de cet avis au *Libertaire* — l'entente est désirable. Il nous semble en effet que le moment est venu de chercher à réaliser cette union, de jeter les bases d'un accord et d'un programme communs, de ne plus nous contenter, pour tout dire, de désirer théoriquement l'entente.

Mais le désir, si vif soit-il, ne détruit pas les difficultés. La discussion a montré déjà que l'on attache à certaines formalités de « recensement » des révolutionnaires plus d'importance que n'en mérite l'idée.

Est-ce que cette objection dès le début va empêcher que l'on s'entende encore cette fois-ci ?

Est-ce que pour de sempiternelles raisons de forme, nous allons continuer à trailler isolément, à éparpiller nos efforts ?

Ne peut-on donc point imaginer que des efforts communs pour des buts précis peuvent s'exercer sans que les uns et les autres soient soumis à des règles choquantes relevant de la discipline, des règles détruisant l'autonomie des groupements et des camarades isolés ?

A-t-on eu besoin d'être d'un Parti rigide discipliné pour aller en commun manifester violemment devant l'ambassade d'Espagne ?

Faut-il, pour répondre comme il convient aux provocations gouvernementales et policières, avoir compris autre chose que la nécessité de la violence opportune et intelligente ?

Notre camarade Tissier a formulé dans *La Guerre Sociale* le désir et l'utilité de l'entente dont nous parlons ici-même. Mais il a mis à cette entente une condition toute primordiale : que les socialistes anti-parlementaires du Parti socialiste unifié se prononcent catégoriquement sur la nature de leur anti-parlementarisme, qu'ils ne soient pas « des anti-parlementaires pour rire ».

Voilà qui est net. Nous nous rallions à ce langage. Nous ne pensons pas différemment sur ce point, au *Libertaire*, et nous sommes tout prêt à joindre nos efforts à ceux des « insurrectionnels » qui n'auront pas gardé un pied boiteux dans le parlementarisme.

L'alliance que nous offrons, n'a nullement besoin, pour être efficace et effective, d'être réglementée et codifiée. La preuve en est faite. Mais les anarchistes ne pourront jamais accepter d'entrer dans un parti où il leur faudrait obéir à des statuts, se soumettre à une discipline de principe, accepter des consignes venues d'en-haut et ne transgresser à aucun des ordres donnés.

Si l'on parle d'un Parti bâti comme tous les autres sur la centralisation des pouvoirs, on ne nous offre rien de nouveau. Nous sommes les ennemis irréductibles de ce système de la toute-puissance.

La légende qu'il faut détruire — et que nous détruirons, — c'est que les anar-

chistes sont incapables d'organiser quoi que ce soit.

Nous voulons quitter, c'est entendu, les hauts sommets de la philosophie. Nous nous asseyons, c'est encore entendu, sur la raison abstraite et la logique pure. Mais si nous sommes de notre temps, nous voulons cependant orienter sans relâche les hommes vers la Société sans maître, et nous redoutons toujours les organisations autoritaires à galons et à panaches.

Ceux qui proposent le nouveau Parti auront-ils le courage de dire toute leur pensée ? De dire quelle union ils offrent et quelles garanties ils donnent de leur sincérité révolutionnaire ?

Le bulletin de vote est-il toujours pour eux et sera-t-il toujours « une arme médiocre mais une arme tout de même ? »

Faut-il jeter encore le cri de : « A bas les faux nez ! »

H. B. et G. D.

Un de moins

L'illustré Lajarrige, secrétaire du Syndicat des travailleurs du gaz, vient de donner sa démission. Il se prétend écœuré par les attaques dont il a été l'objet de la part des révolutionnaires, mais il assure qu'il continuera à lutter dans le syndicat pour l'émancipation des travailleurs.

Nous supposons que les travailleurs sauront rendre au conseil municipal ce politicien sans scrupules, comme tous ses compères. Nous supposons que lorsque ce qui-dam prétendra participer effectivement à la vie du syndicat, il sera chassé à coups de pied : quelque part.

Il n'y a que trop de troupilles de ce genre dans le syndicalisme, et c'est la raison pour laquelle le syndicalisme n'est pas encore nettement orienté dans la voie de l'émancipation pour tous.

Quand les travailleurs auront fait place nette, quand ils auront nettoyé la maison de toutes les ordures qui l'encombrent, quand ils auront donné de l'air pur, quand, en un mot, ils se sentiront vraiment chez eux, alors, mais alors seulement, ils auront fait faire un pas au syndicalisme. N'ayez pas peur d'assainir et de brûler du sucre.

Guerre à mort aux politiciens !

La Terreur russe partout

Après l'Espagne, voici la République Argentine qui inaugure le régime de sang depuis si longtemps mis en vogue par l'abominable gouvernement ami et allié. A quand le tour la République Française ?

L'exécution du sinistre Falcon a été suivie d'une répression féroce dont nous ne pouvons connaître toute l'étendue, l'état de siège étant maintenant en place sur tout ce qui pourrait transpirer de la-bas. Impossible de connaître le sort de milliers de camarades arrêtés, déportés ou ne sait où, traités ou ne sait comment. Tout ce que nous avons pu savoir, nous le devons au correspondant des Temps Nouveaux.

Dans ses dernières correspondances, toujours si intéressantes, Pierre Quirolo faisait appel à la solidarité internationale, ajoutant que « le progrès des théories anarchistes poussera de plus en plus tous les gouvernements à agir de la même façon que les gouvernements espagnol et argentin. Royalistes ou républicains, tous les gouvernements feront de même dès qu'ils se sentiront menacés. Il faut donc arriver à faire comprendre au prolétariat universel que le cercle de la lutte doit s'élargir aujourd'hui de plus en plus, que pour sa propre sauvegarde, on doit prendre fait et cause pour les opprimés de tous les pays. »

Pierre Quirolo parle aussi des écoles rationnelles qui, « s'appuyant sur les bases de la société actuelle, inquiètent autant les dirigeants républicains que les monarchistes. Ici, toutes ces écoles ont été fermées par ordre gouvernemental, dès la proclamation de l'état de siège, et les professeurs pourrissent actuellement à bord des pontons de l'Etat. »

Une lettre particulière nous informait de ce fait, il y a quelques jours, et le même correspondant nous disait que les politiciens argentins avaient bien trouvé le moyen de suspendre l'état de siège, le jour fixé pour les élections municipales : les élections, pensez donc ! quoi de plus sacré ! Notre ami terminait en faisant la réflexion qu'aujourd'hui l'état de siège levé la propagande reprendrait avec plus d'intensité que jamais, car il y a déjà tant d'actes d'arbitraire et de sauvagerie de commis, que cela ne peut manquer de donner à penser à bien des gens.

Souhaitons-le, mais en attendant n'oublions pas ceux des nôtres — et ils sont nombreux ! — que seule pourra sauver des tortures et de la mort la protestation énergique — boycottage, grève ou sabotage, n'importe — du prolétariat international et révolutionnaire.

Tudex.

PROPOS D'UN PAYSAN

L'impuissance comique des Socialistes unifiés

A sept heures du matin, le voisin Falourd était venu casser la croûte, et, pour ne pas en perdre l'habitude, nous causions de la Sociale et surtout des socialistes parlementaires. Falourd les défendait, les excusait plutôt, et il leur accordait les circonstances atténuantes, tandis que je m'efforçais de lui montrer que fatalement ils ne pouvaient rien faire de bon dans un milieu qui a montré son impuissance à tout le monde.

— Bon gré, mal gré, qu'ils le veuillent ou non, mon vieux, tes socialistes vont devenir de dégoutants conservateurs — je parle pour ceux qui ne le sont déjà. Ils n'ont qu'une alternative : se jeter dans les bras des radicaux, ou devenir les auxiliaires des plus purs réactionnaires.

Les guesdistes penchent pour ce dernier rôle. Leur farouche intransigence de principes a faibli, ils acceptent les voix des châteaux et des presbytères. Après avoir été à Bordeaux, les alliés du marquis de Lur-Saluces, en vue de conquérir la municipalité, voici qu'ils se compromettent avec le duc d'Uzès pour conquérir un siège législatif.

— Ah ! oui, Compère-Morel, interrompit Falourd. — Compère-Morel, celui qui veut, comme feu Spuller, introduire dans le socialisme un esprit nouveau (peut-être bien l'Esprit-Saint !) ; en bougre qui voudrait des curés socialistes !... Heureusement pourtant qu'il n'entraîne pas tout le Parti. Car vois Jaurès, Rouanet, tous ceux qu'on appelle des « jauressistes » : ceux-là sont nettement anticléricaux et jamais, au grand jamais, ils ne seront les prisonniers des réactionnaires !

— Acceptons ton affirmation, mon voisin. En effet, Jaurès ne peut guère, dans sa circonscription de Carmaux, se faire patronner par le marquis de Solages et toute la sainte séquelle du baton Reille. Rien à faire dans ce sens avec le scrutin nominal. Tandis qu'avec la Représentation Proportionnelle, Jaurès se faufile certainement à la Chambre. Mais, voilà le chiendent, Jaurès a besoin des voix radicales pour assurer son élection. Alors, qu'arrive-t-il ? Il faut faire alliance même avec ses adversaires ; il faut ménager tout le monde... même et surtout Briand... qui travaille à cette heure pour la radicaillerie.

— Ça, Barbassou, c'est un peu vrai. Je crois bien que les « jauressistes » ne demanderaient pas mieux que de s'entendre avec le Renégat, ça irait plus vite. Il y en a même dans le groupe quelques-uns qui, comme ce salaud de Basly, votent constamment pour le ministère ! Seulement, en fin de compte, cette tactique a tout de même été condamnée par un vote de la Fédération de la Seine, et un blâme discret a touché le député de Carmaux.

— Je sais tout ça, mon vieux, mais ça ne change rien à l'affaire. Pour se faire élire, les candidats socialistes ont besoin des voix réactionnaires, ou des voix radicales ; ça c'est fatal : c'est la cuisine électorale.

— Et alors, tu vois d'ici ce qui va se passer — c'est ce qui se passe toujours — comme il n'y a que la réflexion qui compte, on va s'arranger un peu partout pour être réélu — ou élu ; c'est-à-dire que les socialistes auront, ici les voix réactionnaires, là les voix radicales.

— Et s'ils ont les voix radicales, ce sera très rigolo : ils deviendront du coup les candidats que protègent les préfets de Briand !

— Il y a encore autre chose que j'ai appris et qui est très amusant. Le vieux Cipriani, Amilcare Cipriani un révolutionnaire de vieille date, pose sa candidature à Saint-Etienne, contre Briand. J'ai lu ça quelque part et je ne crois pas que Cipriani ait rectifié : ça doit donc être vrai.

— Remarque, en passant, que ce serait assez piteux que ce survivant d'une époque héroïque, ce Garibaldi qui se battit en Sicile, en Crète, qui fut jeté au bagne, galédonien et enfermé dans les prisons de Portolongone, que ce vaillant révolté s'abaisse jusqu'à accepter de devenir Quinze-Mille.

— Autrefois, c'est vrai, il a été candidat, mais c'était pour l'arracher au bagne que les électeurs de Ravenne et de Forlì votaient pour lui, car un forçat ne peut être éligible.

— N'empêche, va, le populo commence à comprendre qu'on se fiche de lui et que le socialisme parlementaire est un système qui engraisse les chefs et roule les électeurs. D'ailleurs, que sont-ils, ces chefs ? ceux de la Chambre, ceux du Conseil National du Parti et de la Commission administrative ?... des bourgeois, rien que des bourgeois.

— Les ouvriers ne sont pas là ! Ils militent autre part, à la C.G.T., dans les syndicats. Eux sont les vrais socialistes ; ils sont antiparlementaires : un socialiste ne peut être parlementaire.

— Le socialisme de nos parlementaires, vois-tu, n'est qu'une duperie ; et voilà pourquoi tous ces traités au peuple vont être obligés de faire appel à toutes les voix des radicaux et des réactionnaires pour être élus.

Ils pensent que, un peu plus ou un peu moins compromis, ça ne se verra pas !...

— Sacré Barbassou ! dit Falourd en se grattant la tête, tu vois tout ça en noir, et peut-être bien que le pire, c'est que t'as raison tout de même !

Le père Barbassou.



Le meilleur moyen pour assurer l'existence du « Libérateur », c'est de lui « re de » abonnés.

Conférences Sébastien Faure
Aux Sociétés Savantes (8, rue Danton),
le lundi 31 janvier 1910, à 8 h. 1/2 du soir.

SEBASTIEN FAURE

fera une CONFERENCE

Publique et Contradictoire

sur LA FEMME

1° La Prostitution

2° Le Mariage

3° La Liberté de l'Amour

Prix habituel des Places. — Portes ouvertes dès 7 h. 3/4.

Deuxième Conférence

Sous les auspices de La Famille du XI^e du Syndicat des Ebénistes et du Syndicat des Sculpteurs.

A l'Eden-Concert (94, avenue Ledru-Rollin), le jeudi 3 février 1910, à 8 h. 1/2 du soir.

CONFERENCE

Publique et Contradictoire

de SEBASTIEN FAURE

Sur : L'INEVITABLE REVOLUTION.

Prix des places : Premières : 1 franc ; Secondes : 0 fr. 50, au profit de La Rucho.

Berenger s'en va-t-en guerre

Oh ! la la ! ma mère ! Voilà-t-il pas que le Matin veut sauver l'honneur, la vertu et la santé des femmes françaises ! Pour ce, il invite le sénateur Berenger à pétarder dans ses colonnes contre la pornographie. Et le brave sénateur pétarde, fulmine, gronde, éternue. Il constate avec une évidente satisfaction que les tribunaux français condamneront sévèrement, l'an dernier, bon nombre de trafiquants de chair fraîche. Ça c'est déjà quelque chose, mais ce n'est pas tout. Il faudrait que l'on poursuivit, que l'on traduisit la hideuse pornographie.

« Chez nous, comme ailleurs du reste, dit-il, la cause primordiale, la pourvoyeuse la plus manifeste de la traite c'est la pornographie, la pornographie qui, sous les formes les plus diverses, images, chansons, littérature, exhibitions, théâtres, verse journellement dans l'âme de la jeunesse le subtil poison qui tue en elle, en même temps que toute retenue et tout sentiment moral, le respect de toute autorité, le sentiment du devoir et, par dessus tout, le goût du travail, et jette tant de malheureuses, par la surexcitation des instincts sensuels et du désir éfrené des jouissances, dans la vie de liberté, de désordre et de paresse dont la débauche est le terme fatal. »

Non, mon bonhomme, non, ni les chansons, ni les images, ni le théâtre, ne sont la cause de la chute de tant de jeunes femmes. Celles qui, pour vivre, pour manger, sont obligées de subir les caresses, pas toujours agréables, ah non ! de mâles en rut, de vieux saligauds aux manies écœurantes, de clients à la libidine décompensée, celles-là ne sont pas devenues des Manon déshéritées, seulement parce qu'elles regardent des images, ou parce qu'elles entendent des chansons malpropres.

Elles sont devenues dispensatrices de voluptés, au rabais, parce que chez elles on mangeait peu et mal, parce qu'elles avaient froid, parce que les heures à la fabrique, à l'atelier, semblaient interminables, parce qu'elles étaient mal vêtues, parce que leur vie était grise comme un ciel d'automne, et qu'elles voulaient vivre, elles, les pinnettes, qu'elles voulaient chanter, qu'elles croyaient au lendemain souriant, au charme de l'imprévu, à la vie large et facile, à la fortune !

Las ! il faut vite déchanter. Le prince charmant qui devait entretenir richement n'est souvent qu'un astucieux rasta, quand il n'est que cela, et c'est la dégringolade précipitée vers les bas-fonds de la prostitution, vers les hôtels borgnes, vers le mariou protecteur mais coûteux.

Les chansons ! Berenger ! les images ! sont les seuls coupables ; mais dis donc ! et le luxe insolent des mondaines, et les bijoux qui scintillent aux dentures des joailliers, et les toilettes de soie liberty, et tout ce qui brille, qui chatoye, qui miroite aux yeux gourmands des petites filles des faubourgs, cela ne compte pas, dis ?

Et les promesses des messieurs chics qui pourchassent les trottins, et tous les mensonges, et toute l'hypocrisie de la classe possédante, et les besoins des fils de famille ? Tout cela a vite raison de l'expérience des petites bonnes, des trottins sautillants, des ouvrières sentimentales. Tout cela, chaque jour, fait un peu de souffrance, tout cela chiffonne les illusions, souffle sur les châteaux de cartes que la croyance bâtit ; tout cela fait de la peine, de la laideur, de l'horreur !

Vieux Berenger, tu peux enfourcher ton dada et courir sus à la pornographie : tes grognements et tes imprécations ne feront rien, n'empêcheront rien. La prostitution est un abus de la société bourgeoise qui croîtra avec elle. Et puis, dis donc, si les marchands d'amour fermaient boutique, tes collègues du Luxembourg seraient donc obligés, désormais, de se contenter des ivresses conjugales ? Pauvres gens ! Ce serait gai...

Eugène Péronnet.

L'escroquerie

DES

Retraites ouvrières

On peut dire que tous les journaux ayant un public ouvrier se sont passionnément intéressés à la question des Retraites ouvrières.

L'encra a coulé et coule encore à flots et il n'est peut-être pas impossible d'espérer qu'il résultera de ces tumultueux échanges de vues quelque chose de positif : l'entente de tous les travailleurs pour repousser le système de la Capitalisation, qui ferait si bien l'affaire du gouvernement d'aujourd'hui et de ceux de demain.

Je l'avoue le temps me manque pour donner ici un compte rendu de mon voyage à travers tous les journaux, socialistes, syndicalistes, et toutes les revues qui traitent de la question. Mais d'ailleurs, point n'est besoin de discuter un par un les arguments donnés de part et d'autre en faveur de la Capitalisation ou de la Répartition, pour se faire une idée de ces deux propositions, pas plus qu'il n'est nécessaire de suivre les articles que le Sénat se fait un jeu de voter les uns après les autres (il en est actuellement à l'article 17) et qui ont, dans l'ensemble, pour effet de faire de cette loi une vaste duperie, ce qui ne surprendra personne.

Constatons que les positions sont très nettement prises de part et d'autre.

D'un côté, la C. G. T., qui argumente formidablement contre l'Escroquerie, dans la Voix du Peuple, par la plume de plusieurs de ses collaborateurs habituels et celle de Merheim en particulier, et qui cherche d'autre part de signaler par affiches à la population la mystification gigantesque qui se prépare.

D'un autre côté, le clan guesdiste, qui aboie aux chausses de Jaurès et des sénateurs, et qui ne serait pas fâché de dénoncer aux prochains électeurs la complexité... parlementaire du directeur de l'Humanité. Et pour faire face à ces deux meutes, Jaurès, tout seul, plaqué même par des « réformateurs » comme Pelletan, — Jaurès qui semble à bout de souffle, crevé sous d'humaines engueulades, et qui cherche à se repêcher de sa fâcheuse conduite en sauvant l'Ecole Laïque, pas le moins du monde en péril.

Je vous concède que la loi n'est pas fautive, dit Jaurès à ses adversaires, mais comprenez qu'il faut « réaliser » quelque chose et que par conséquent nous devons nous attacher à parfaire cette grande œuvre.

En sourdine, il ajoute pour les guesdistes : pouvons-nous nous présenter les mains vides devant les électeurs ? Non, n'est-ce pas ? Donc, acceptons tout de suite la Capitalisation qui nous est offerte toute, c'est ce qui est assez drôle, somme toute, c'est qu'en cette affaire Jaurès se montre plus marxiste que les marxistes. Il travaille par principe pour la centralisation de toutes les forces capitalistes, qui doivent être entre les mains de l'Etat, lequel sera un jour, si nous en croyons l'Evangile des orthodoxes, la propriété du Socialisme, avec lequel il se confondra. Amen !

Les syndicalistes ne marchent pas. Le gros grief qu'ils font au système de la capitalisation, c'est que les milliards prélevés en notable partie sur les salaires des travailleurs seront la proie des financiers, des agioteurs, lesquels ont déjà pressenti le gouvernement pour être mis en possession de ce magot.

Il est évident que la C. G. T. ne fait pas ici de la philosophie, mais de l'histoire. Elle sait que l'Etat s'entend à merveille pour fouler les contribuables, et elle la trouve plutôt mauvaise quand elle entend Jaurès se porter garant de la probité de l'éternel voleur.

Pour mémoire, la C. G. T. rappelle l'histoire de la Caisse des Invalides de la Marine et de celle des Inscrits Maritimes. La C. G. T. veut donc la Répartition, tout de suite, et non pas le Lénéce, pour la classe ouvrière, de capitaliser... ses charges, sa quote-part de 9 francs par tête.

Ce que veut Jaurès, et avec lui tous les partisans de la Capitalisation, c'est éliminer le capitalisme en inculquant aux travailleurs le goût de la thésaurisation ; c'est faire croire à la classe qui produit, qu'un capitalisme qui fonctionne au « profit exclusif » (1) de la classe ouvrière, n'est plus un capitalisme. Que n'ajoute-t-il que c'est là de l'« ouvriérisme » !

La loi sera votée, c'est sûr, du moment qu'elle est une belle opération de voleurs — et de voleurs pour les vautours de la Haute-Banque.

La C. G. T. ne désarmera certainement pas. Elle couchera sur ses positions, comme en 1901 et comme en 1906, et elle continuera de dénoncer à l'opinion le nouveau bluff du parlementarisme.

Dans cette question comme en bien d'autres, le siège des anarchistes est tout fait : ils ont à dénoncer qu'une escroquerie plus grande : la Capitalisation, va être opérée de préférence à une escroquerie moins grande : la Répartition.

Nous en recauserons encore, non pour nous saouler de chiffres et nous noyer dans les « paragraphes », pas davantage pour prouver que nous ne répugnons pas aux chiffres, mais simplement parce que nous y trouverons matière à faire partager notre haine de l'Etat et de ses malfaisantes institutions.

G. D.

Remède capitaliste

L'inondation prend les proportions d'un désastre. Déjà des centaines de personnes se trouvent sans toit, exposées à toutes les intempéries de la saison. Que croyez-vous qu'il trouve notre savante organisation bourgeoise pour remédier à cela ?

Des dons arrivent, des subventions sont votées... et l'on s'empresse de construire de ridicules abris sous lesquels toutes sortes de maladies feront

bientôt rage, alors qu'il y a tant de logements inhabités, tant d'hôtels et de villas dont les ordinaires occupants n'ont que faire, pendant tout leur séjour au pays du soleil.

Cette solution s'offrirait d'elle-même dans une société un peu mieux faite ; rien de plus simple que son application ; et quelle économie de vies humaines et d'efforts il en résulterait !

Songez en effet à tout ce que vont coûter ces installations provisoires, et les pleurées, les fièvres, les longues et peut-être fatales maladies qui en découleront pour tous les êtres faibles, femmes, enfants, mal portants et vieillards qu'on va parquer là.

Mais quoi, c'est l'ordre bourgeois, c'est-à-dire le gaspillage, l'inepte formalisme, le sacrifice d'innombrables vies humaines, du nom du sacro-saint principe de la Propriété !

Broutchoux arrêté

Notre camarade Broutchoux vient une fois de plus de tomber entre les pattes crochues de la magistrature républicaine.

Il est inculpé d'avoir fait l'apologie du sabotage, ce qui revient à dire qu'il sera, selon la formule, poursuivi pour excitation à l'émeute, au vol, au pillage, à l'incendie, etc., etc.

Quand poursuivra-t-on les saboteurs patentés ? Ceux qui empoisonnent tous les jours la population avec leurs produits frelatés, leurs denrées artificielles.

On ne poursuit et ne condamne jamais les voleurs qui ne vivent que de ce sabotage autorisé, légal, et qui se parent du titre de commerçants, d'industriels.

Les Antiparlementaires votards DE "LA GUERRE SOCIALE"

Dans la Guerre Sociale de cette semaine, l'intelligent Perceau (dix fois moins bête que les antivotards) donne l'opinion des insurrectionnels sur le parlementarisme.

Il nous ressort les arguments d'Hervé, de Jobert, de Madeleine Pelletier. L'équivoque toujours.

Il a néanmoins la prétention d'avoir trouvé quelque chose de nouveau, car, dit-il, les partisans de la « mascarade antivotarde » (tiens, tiens, on ne passe plus la brosse aux anarchistes ?) nous servent des arguments vieux de 30 ans !

Nous demandons à Perceau quel est l'âge de l'argument qu'on nous donne pour la...ième fois dans la G. S., disant « qu'on fait de la propagande en volant ». Ce système a déjà donné de piteux résultats.

Ensuite Perceau dit non à l'involution de former un Parti Révolutionnaire. Mais n'est-ce pas Hervé qui a lancé cette idée, plusieurs fois, depuis plusieurs années ? Donc, les insurrectionnels ne refusent que ce qu'ils proposent. Comme cohérence et harmonie, ce n'est pas mal.

LEURS LIBERTAIRES

Avec leurs libertaires (?) c'est encore plus fort. Désormais, une nouvelle définition s'impose :

Libertaire : individu qui veut détruire l'autorité et par conséquent l'Etat, et qui, cependant, vote, c'est-à-dire reconnaît un système sur lequel l'Etat est basé. Le négre-blanc, quoi !

Car ces bizarres libertaires votent et exhortent les anarchistes à voter. (Plus royalistes que le roi, puisqu'Hervé, dernièrement, disait qu'il se garderait bien de conseiller le bulletin de vote aux anarchistes.)

Et notre camarade Almeréya nous fait assister à la discussion qui eut lieu samedi dernier, dans la réunion provoquée par Grandjean.

Seulement (toujours un seulement), il n'a commis qu'un oubli, un simple oubli.

Voici :

On a dit aux insurrectionnels et aux libertaires de la « Guerre Sociale » (les libertaires-votards), que les anarchistes-révolutionnaires ne voulaient pas être confondus avec les individualistes-antirévolutionnaires et qu'ils n'allaient pas traiter les électeurs d'abrutis et autres qualificatifs injurieux ; qu'ils feraient, au contraire, leur propagande de façon à être compris de la masse des travailleurs ;

Qu'ils ne se contentaient pas d'apporter à leur campagne une finalité négative, c'est-à-dire l'abstention pure et simple, mais qu'ils avaient le droit de profiter du courant antiparlementaire dans la masse pour organiser pour le jour des élections des manifestations (positives) c'est-à-dire qu'ils feraient des meetings descendant dans la rue et autre chose encore que nous ne dirons pas ici.

Où donc fait de la métaphysique ? Les libertaires (?) et les insurrectionnels qui voteront, même en blanc (de vote en blanc est compté légalement dans l'élection) et qui, par conséquent, reconnaissent implicitement le système ou bien nous, les anarchistes et les syndicalistes révolutionnaires, qui nous insurgerons positivement contre le parlementarisme, la démocratie, l'Etat !

H. G.



« Ils » ont défendu la Laïque ... mais quelqu'un troubla la fête

Ainsi que nous le savions à l'avance, ainsi que nous l'avons dit ici même et autre part, la République vient de défendre avec vigueur la Laïque contre les attaques des « réactionnaires ».

Du coup, ceux qui avaient entonné le chant sacré : « Défendons la Laïque contre le Sacré-Cœur ! », en hère bémol majeur se sont pris à réfléchir et à se demander comment il se pouvait que leur attitude fut exactement celle de ceux qui participent à l'Assiette au beurre.

En principe, on peut dire sans crainte qu'il faut attaquer ce que les maîtres défendent. Et c'est vrai encore pour cette fois-ci, comme ce sera vrai souvent encore.

Ceux de nos camarades qui n'ont pas partagé nos vues sur ce point ne se sont pas donné la peine d'examiner les arguments que nous exposions.

Nous avions dit : « La République défendra la laïque parce que tout le système républicain actuel repose sur l'enseignement de l'Ecole laïque ».

Nous avions ajouté : « Les révolutionnaires, qui veulent défendre la laïque, seront obligés de lutter contre les gouvernants, autres défenseurs de l'Ecole actuelle, parce que les gouvernants persécuteront sans pitié les instituteurs rationalistes, les seuls qu'ils craignent réellement aujourd'hui ».

Les longs et tumultueux débats de la Chambre sont venus confirmer nos dires, la République s'est fougueusement défendue.

Le Patronat anticlérical et franc-maçon a gagné la partie. C'était prévu.

La vérité peut venir de plusieurs côtés à la fois, on ne peut s'en étonner ; on ne s'étonnera donc pas qu'elle soit venue, à la Chambre, à la fois de la Droite et de la Gauche : — de la Droite lorsque Lasies, le député bonapartiste, a raillé les majoritaires en leur disant : hein ! vous êtes heureux que les évêques aient écrit leur lettre ! Quel service ils vous ont rendu ! Ils ont retardé, le jour où devront se discuter les impôts nouveaux et ils vous fournissent une fois de plus, pour les élections prochaines, le vieux trépan de l'anticléricalisme !

Elle est venue aussi de la Gauche, la vérité, et elle a fait beaucoup de bruit dans la bouche de Maurice Allard, socialiste unifié, quand il a déclaré que les manuels des écoles laïques étaient aussi niais que ceux des écoles libres.

Cela lui a valu, de la part du président, d'être rappelé verbalement à l'ordre, et de la part du Ministre, grand émergeur aux Fonds secrets, d'être qualifié, tout comme nous, de « paradoxal ».

Il est bien évident que s'il se trouve quelque part un homme courageux et clairvoyant, on le traite aussitôt de fou ou de fantasiste. Maurice Allard a mérité cent fois l'épithète pour avoir fait à la Chambre un discours anarchiste.

Et nous ne le plaçons pas. Que va-t-il faire dans cette caverne de voleurs ! Un sentiment plus complet de sa probrité devrait l'en faire sortir. Seulement, voilà, si on ne résiste pas parfois au désir de dire tout ce que l'on pense, on résiste plus difficilement à l'attraction de quinze mille francs et de tous les avantages du métier.

Toujours est-il que Maurice Allard a prononcé à la Chambre, le 20 janvier, un discours notablement courageux et qui lui a valu, des réprobations unanimes, des réprobations venues même de l'extrême-gauche et enregistrées avec satisfaction par tous les journaux républicains, *Matin* en tête.

Pour ceux de nos camarades qui n'auront pu se procurer le *Journal officiel*, nous donnons ci-dessous un résumé de ce discours. On le rapprochera avec profit des « défenses » héroïques prêchées par quelques révolutionnaires et on appréciera, comme dit notre camarade Sébastien Faure, « la hauteur du débat » :

« Les « manuels radicaux » ne sont pas anticléricals ; on y admet, à défaut de dogme religieux, des dogmes civils ; ils façonnent des esclaves au lieu de préparer des hommes libres.

L'école entre-bâille à l'enfant la porte du paradis de la haute culture et des livres, recherches scientifiques ; puis à treize ans, quand il a entrevu ce bonheur, brusquement il est plongé dans l'enfer des usines, où son intelligence s'atrophie et où ses membres sont brisés par le machinisme.

Que va-t-il se passer dans sa petite cervelle ? S'il était un homme, s'il pouvait réfléchir, il viendrait au socialisme. Mais à treize ans, vous en faites un apâché !

Nous ne croions à notre sincérité anticléricals que quand nous vous verrons faire des actes anticléricals. Jusque-là vous êtes des paroles contre l'Eglise, mais vous êtes sans cléricisme et papalins !

Quelle doit donc être la base de l'enseignement primaire ? C'est l'enseignement oral. Le manuel ne doit être qu'un sommaire. Il faut éveiller le esprit des enfants et ne pas les gaver de phrases toutes faites.

L'enseignement laïque actuel est tout aussi mauvais que l'enseignement confessionnel. Je n'approuve pas plus l'imposition du dogme civil que du dogme religieux. L'instituteur a, d'ailleurs, supprimé le nom de Dieu et conservé la morale. C'est illoquique, car s'il n'y a pas de Dieu, il n'y a pas de morale, il n'y a entre les hommes que des rapports nécessaires, une sorte de modus vivendi.

On n'a donné à l'instituteur qu'une culture rudimentaire. Vous auriez dû lui donner des notions de psychologie lui permettant de distinguer la nature des enfants.

Ces derniers sortent de l'école aussi illettrés qu'ils y étaient entrés.

Au lieu de chercher les causes de la criminalité dans l'alcoolisme ou ailleurs, cherchez-les dans la demi-culture.

Donnez l'instruction intégrale que vous avez promise et que vous refusez systématiquement aux enfants du peuple.

Quant au monopole de l'enseignement, j'en ai été partisan, mais aujourd'hui, mes illusions sont envolées. J'ai été partisan du monopole, je ne le suis plus, parce que l'école deviendrait une arme de guerre de l'Etat bourgeois contre le socialisme.

L'Etat est dogmatique par essence et conservateur tout comme l'Eglise. Le jour où l'Etat aura monopolisé l'enseignement, on aura le dogme capitaliste aussi ancré que le dogme religieux.

La preuve que l'Etat bourgeois tend à dominer l'instituteur c'est qu'il lui refuse le droit syndical.

Il faut que nous poussions l'instituteur dans les voies syndicales car c'est le seul moyen d'affranchir la société des mensonges traditionnels sur lesquels elle vit encore.

Disons en terminant que nous n'avons jamais eu la prétention de nous poser ici en détracteurs de l'Unique Vérité, pas plus qu'en constructeurs de dogmes anarchistes.

Nous souhaitons au contraire profondément que tous les révolutionnaires aient suivi ces débats de la Chambre et qu'ils aient lu des journaux — au moins des extraits — d'opinions différentes.

Nous saurons toujours, de notre côté, pourquoi nous défendrons l'Enseignement rationaliste, et non pas l'Enseignement laïque de la société capitaliste.

Prophétie révolutionnaire

Sous ce titre, l'intéressante revue *la Vie Ouvrière* publie un article d'Anselmo Lorenzo qui confirme les idées émises sur l'Espagne dans la lettre de P. Kropotkine que nous avons donnée dernièrement.

Après avoir montré que le mouvement révolutionnaire de Barcelone a été dû à des causes économiques et politiques, non moins qu'à des maladroitures du gouvernement, A. Lorenzo cite le curieux document suivant :

« En septembre 1908, à Madrid, à l'occasion de la rentrée des tribunaux, le président du tribunal suprême a lu un discours qui contenait ces phrases :

« Il faut arriver à la répartition des produits de l'industrie et de l'agriculture sur la base d'une répartition équitable envers chacun des éléments producteurs, en hommage à la justice et en vue d'alléger les misères de classes qui sont partie intégrante du corps social, comme les travailleurs manuels et ceux de l'intelligence... »

« La rapidité avec laquelle s'accroît la recherche des améliorations impose aux sociétés et aux Etats le développement toujours plus grand de leurs moyens de progrès effectifs... »

« Si on ne prête pas d'attention à ces maximes si on n'y apporte pas de solution, si on ne réussit pas à formuler la règle juridique régulatrice des relations créées par de nouveaux intérêts privés, si l'Etat persiste à soumettre ces questions à un critère vieillissant et se contente de proclamer la domination éphémère de la force, la tourmente finira par éclater, et il n'y aura pas de paratonnerre qui puisse nous préserver de l'électricité accumulée, en lui fournissant la décharge opportune... »

« L'auteur de la citation conclut : « Que l'on donne à ces paroles toute l'extension dont elles sont susceptibles ; que l'on considère ce que représente celui qui les a dites et la circonstance dans laquelle ce fut fait, et l'on comprendra qu'il existe une rébellion latente, contenue non plus par le respect traditionnel, mais par la force habilement organisée ; que dans un moment de relâche cet esprit de révolte profitera de la moindre occasion pour produire un conflit et, comme une chaudière à vapeur, par excès de compression, éclatera un jour en une explosion formidable. »

« Et cette prévision logique est l'annonce d'une révolution inévitable et absolument nécessaire pour faire la voie libre à la marche en avant de l'humanité. »

AVIS A TOUS

Les camarades de banlieue et de province sont invités à lire avec attention nos deux rubriques : Agitation et Petite correspondance, en ce moment remplies l'une et l'autre de communications relatives à l'action antiparlementaire que nous aurons à mener pendant les prochaines élections.

Ces deux rubriques contiennent fréquemment des appels à l'union pour les anarchistes d'une même région.

Ne pas en prendre connaissance c'est s'obliger à nous écrire pour avoir des renseignements, que nous ne pouvons donner la plupart du temps, car il ne nous est guère possible de constituer des archives.

Nous donnerons à la rubrique Agitation le plus de vie possible, en insérant les faits saillants et succinctement écrits qui nous parviendront, et nous demandons à nos correspondants de tenir compte de ces deux choses : l'intérêt et la concision.

SOUSCRIPTION

Pour l'action antiparlementaire
Groupe libertaire de Millau..... 5
X..... 5
Z..... 0 40
Godonèche..... 1
Total des listes précédentes : 8 fr. 15.
La souscription est toujours ouverte et nous adressons à tous un pressant appel.

TIMBRES EN CAOUTCHOUC

Un camarade, fabricant de timbres, se charge de livrer des timbres en caoutchouc de tous genres à des prix inférieurs de 25% aux prix du commerce.

On est prié d'envoyer TRES LISIBLEMENT les textes à reproduire et d'indiquer le plus clairement possible l'ordre désiré.
S'adresser au « Libertaire ».

Expliquons-nous

Nous avons dit dans un dernier numéro, que nous donnerions de Sébastien Faure une réponse aux articles de Durupt et de Combes, relatifs à l'Ecole laïque. Mais notre camarade Sébastien Faure nous écrit qu'il est préférable que sa réponse ne paraisse pas : « 1° Parce qu'il s'agit d'une discussion et qu'un article de discussion ne paraît pas utilement au bout de 15 jours. Il lui faut, c'est déjà long ; 2° parce que, étant donnée une telle lenteur, la discussion s'éterniserait et, à la longue, manquerait d'intérêt ; 3° parce que le Libertaire, à la veille des élections, commence une campagne d'agitation antiparlementaire. Il est juste que l'effort principal du journal porte sur ce terrain qu'il a choisi et il convient de ne pas encombrer ses colonnes d'un débat qui peut être long, fastidieux, et, étant donnée l'attitude du Libertaire dans la question, sans résultat pratique à espérer. »

Nous retons donc l'article-réponse de Sébastien Faure et nous donnons ci-dessous une deuxième « réponse » à Durupt.

Durupt est b... igrement en colère. Son irritation l'aveugle et le rend injuste. Qu'on en juge.

Il écrit : « Ce qui n'est guère louable, c'est que, sous couleur de réaction contre l'ignorance des choses de l'économie où sont plongés et se complaisent, en effet, bon nombre d'anarchistes, Sébastien insinue que tous ceux qui ne sont pas de son avis sont, pareillement à cet Intelligents, des ignorants, incapables de comprendre l'intérêt social qui s'attache à des questions telles que la défense laïque, le rachat de l'Ouest, les retraites ouvrières, etc... »

Je n'ai pas insinué. C'est Durupt qui use et abuse de ce procédé.

Il insinue que le camarade que j'affirme avoir rencontré et qui ne sut pas me donner sur le système de la capitalisation et celui de la répartition en matière de retraites des explications suffisantes, est un être imaginaire, fabriqué par moi pour le plus grand avantage de mes préférences théoriques.

Or, Durupt écrit qu'il existe bon nombre d'anarchistes qui sont plongés et se complaisent dans l'ignorance des choses de l'économie. S'il en existe beaucoup, pourquoi est-il invraisemblable que j'en aie rencontré un ?

Durupt prétend que j'insinue, que tous ceux qui ne sont pas de mon avis sont des ignorants.

Je le mets au défi de citer une phrase, une ligne justifiant cette prétention.

Où est la déloyauté ? de son côté ou du mien ?

J'ai rapporté exactement une conversation réelle.

En quoi est-il blâmable de l'avoir fait ? J'ai dit que, plus que quiconque, un anarchiste, c'est-à-dire un homme libre voulant, sur chaque chose, se faire une idée personnelle, est dans l'obligation d'étudier, avec soin et impartialité, toutes les questions sur lesquelles il a à se prononcer.

Ai-je eu tort ?

Et j'ai conclu ainsi : « Etudions ». Est-ce un conseil perfide, dangereux, inutile ou déraisonnable.

Ce qui expliquerait le mécontentement de Durupt, ce serait qu'il se crût visé. Rien ne l'autorise à le penser. Et s'il l'a cru, je n'y puis rien.

Je n'ai pas écrit que tous ceux qui ne sont pas de mon avis sont incapables de comprendre l'intérêt social qui s'attache à des questions telles que les retraites ouvrières.

Mais j'estime qu'ils sont incapables de saisir l'importance de ces questions s'ils ne les étudient pas.

Durupt est-il d'une avis opposé ?

Croit-il que le fait seul de se dire ou d'être anarchiste suffit à tout et dispense d'étudier ?

Il ne le pense pas. Et il prouve le contraire en commençant une étude sur les retraites ouvrières.

Si j'insinuais que Durupt publie cette étude pour prouver qu'il n'est pas l'anarchiste dont j'ai rapporté la conversation, je serais méchant et je mentirais.

Je préfère constater qu'en abordant cette étude, Durupt démontre l'excellence de mon conseil de la meilleure façon : en s'y conformant.

Sébastien Faure.

MA REPONSE

Sébastien a parfaitement le droit de répondre, mais j'ai peut-être celui de dire que « la contraversion » manque d'intérêt et ressemble à une querelle personnelle.

Je renvoie à la lecture de l'article « Etudions » ceux qui voudront se faire une opinion sur le bien-fondé de mes griefs — si par hasard la chose les intéresse.

Je peux fort bien avoir la berlue et comprendre de travers ce que je lis ; pourtant il faut, en la circonstance, reconnaître qu'il s'est trouvé pas mal d'anarchistes pour apprécier que Sébastien nous a présenté un anarchiste de café-concert. Je veux bien que la faute n'en soit pas à Sébastien, mais alors, pourquoi prendre comme type de démonstration le premier imbécile se parant de la qualité d'anarchiste ?

On comprendra que je répugne un peu à répondre aux passages me concernant uniquement, de la réplique qui précède.

Que Sébastien me permette cependant de lui dire que l'on n'a pas positivement attendu son conseil très tardif d'étudier la vie sociale dans toutes ses manifestations, politiques et économiques, et que j'en connais qui parlent chiffrent et documents sans que cela parvienne à la connaissance de Sébastien.

En commençant une étude sur les retraites ouvrières, je n'ai, non déplaise à Sébastien, rien démontré de l'excellence de son conseil. Car, en effet, il faut lire le Libertaire aussi

peu souvent que Sébastien le lit pour ne pas reconnaître les efforts qui ont été faits, ici-même, sous différentes formes journalistiques, et dont le mérite ne revient nullement à moi.

G. D.



EXPOSITION C. PISSARRO

Après toutes les exhibitions d'insanités et de pornographies auxquelles nous ont voulu convier les Sous-Moreau, les Gratte-Pierre et tutti quanti, il est délicieux qu'il nous soit donné de pouvoir considérer de la peinture, grâce à une exposition où MM. Durand-Ruel ont produit un choix précieux des œuvres de Camille Pissarro.

Sans vouloir retracer ici l'histoire de l'impressionnisme (je laisse ce soin à MM. les « critiques d'art », Morice et autres !) il ne sera peut-être pas inutile cependant de rappeler les débuts de cette réforme.

La première exposition de combat eut lieu en 1874, la seconde en 1876 et la troisième en 1877. L'art impressionniste qui groupait à cette époque les noms de Claude Monet, Degas, Cézanne, Renoir, Pissarro, Berthe Morizot, Sisley, en était à ses débuts ; l'art officiel devait déjà compter avec cette levée inquiétante de bouilliers.

Messieurs les « critiques d'art » n'apprenant jamais que ce qu'ils savent trouveront plus facile de ridiculiser ce mouvement que de se donner la peine de l'étudier.

En veut-on pour preuve, entre toutes les inepties débitées à partir de cette époque, les quelques lignes que voulut bien lui consacrer Roger Ballu :

« Une exposition dite de peinture vient de s'ouvrir rue Le Peletier ; sans compter le public parisien qui ne dédaigne pas la gaie, cette exhibition a dû faire des heureux. » (Extrait d'un article de la *Chronique des Arts*).

Puis, déversant tout un flot d'inepties sur Caillebotte, Monet, Cézanne, Renoir, Berthe Morizot, Degas, le même Roger Ballu trouve que les œuvres de Pissarro « ne méritent pas qu'on s'arrête devant elles ».

Les temps, hélas ! n'ont pas changé. Les « critiques d'art » de notre époque sont aussi ridicules et tout aussi créfins. Et c'est avec grande joie que nous avons revu ses *Boulevards*, où aucune silhouette déformante ne vient déranger la vision ; ces belles toiles de Rouen, la « Métropole de l'art gothique », comme l'appelle le poète de Hédia, celles aussi du petit village d'Eragry, entassant ses mesures dans la verdure abondante des haies, des enclos.

Je me rappelle, à la vue de cette œuvre considérable, ce qu'un jour il exprima devant quelques intimes : « Je donnerais une année de ma vie pour revenir dans cinquante ans contempler mes toiles et voir si le temps en a fait ressortir le travail inférieur qui est en quelque sorte la révérie du paysage. »

Par ce simple vœu, on voit combien Pissarro portait loin le souci de son métier.

Que c'est là un bel enseignement pour les Jeunes, la vie de ce Maître, qui, fuyant les honneurs ridicules d'une société mal bâtie, n'eut qu'une seule préoccupation : évoluer, toujours évoluer.

EXPOSITION P. CÉZANNE

Les snobs doivent être à la joie. Un marchand de tableaux qui vient de recevoir pour prix de ses excellentes spéculations la croix des « Braves » s'est plu à nous montrer quelques œuvres du « Fou d'entre les fous » : Cézanne.

De combien d'épithètes malsonnantes et grossières les « ceuss de l'élegance et du bon ton » n'ont-ils pas accablé ce peintre prestigieux !

Et ce sont aujourd'hui ces mêmes gens de la Haute Société que nous trouvons admirant (sic !) l'œuvre parfois troublante et toujours forte de celui qui, avec Pissarro, Monet, Sisley, Renoir, Berthe Morizot, restera à jamais dans la mémoire de ceux pour qui l'Art est une religion.

Où vous entraîne la flânerie !

Jean-Paul Dubray.

L'Agitation

EPINAL

Dans sa dernière réunion, le Groupe libertaire décidé de faire repartir *La Vie* pour le 15 février. Notre feuille sera bi-mensuelle pour commencer. Aux camarades de la région à nous aider : 1° en nous envoyant des faits ; 2° des adresses d'abonnés possibles, et enfin des sous pour élendre notre propagande.

1 fr. 50 par an. — Ecrire à V. Loquier, 9, rue Aubert (Epinal).

CHAMBERY

Dans cette ville essentiellement bourgeoise, où la classe ouvrière atteint à peine le quart de la population, le syndicalisme révolutionnaire ne peut guère se développer. Quelques camarades littéraires, trop peu nombreux pour se sentir les coudes, se laissent gagner par le milieu et noyent dans l'indifférence générale.

Allons, camarades révolutionnaires de Chambery, secouez votre apathie, ne restez pas dans votre tour d'ivoire, ne vous contentez pas de lire les organes anarchistes, groupez-vous, rentrez au syndicat et faites-y entendre votre son de cloche ! Eduquez-y sagement vos compagnons de travail, la justice et la logique des idées révolutionnaires feront venir à vous tous les camarades de bonne foi désireux de s'émanciper, de se libérer de la tutelle du patronat. Comme tous les autres révolutionnaires, vous aurez à faire entendre aux politiciens qui voudront solliciter vos suffrages que vous avez assez d'eux, que blancs ou rouges vous n'indifférez pas, voulant être des hommes libres, vous ne voulez pas de maîtres.

Plus tard, quand notre Fallières national escorté des renégats viendra dans les murs de Chambery, montrez-lui que le prestige des gouvernants ne vous intimide pas et que les balades

de souverains en voyage — même de souverain républicain — ne vous font pas oublier la médiocrité de vos situations. — Tirailord.

MONTCEAU-LES-MINES

Il paraît qu'elle est appliquée dans les mines, cette fameuse loi de 8 heures ; du moins ce sont les quotidiens de toutes nuances qui nous l'apprennent, car, en vérité, à Montceau, les ouvriers mineurs ne s'en aperçoivent guère.

On sait que cette loi avait été divisée en 3 parties : la journée de 9 heures en 1906, de 8 heures et demie en 1908 et de 8 heures en 1910. Par conséquent, depuis le 1er janvier dernier, les ouvriers mineurs seulement ne devraient faire que 8 heures de travail quotidien, je dis les mineurs seulement, car les autres catégories d'ouvriers ne travaillant pas à l'abatage du charbon, mais occupés quand même à l'intérieur des puits houilliers, ne sont pas compris dans la loi. C'est pour cela que l'on peut voir des aides ou manœuvres ainsi que des charbonniers faire 10 et 11 heures et même plus dans ces grottes à grisou.

Il faut dire en passant que même avant la loi, les mineurs de Montceau ne faisaient déjà que 9 heures. Néanmoins ils continueront à travailler le même temps bien qu'ils ne fussent faire que 8 heures et demie depuis 1908.

Or, le 1er janvier dernier, la compagnie des Mines de Blaisy fit afficher sur les puits que le troisième palier de la loi était en application, et voici comment : Auparavant les ouvriers arrivaient sur les puits quelques minutes avant l'heure réglementaire et on leur délivrait leurs lampes de travail. Puis ils attendaient leur tour de descendre avec la cage. Ils devaient simplement être présents à l'heure. Maintenant, on leur accorde vingt minutes après l'heure, mais à condition que les cages s'arrêtent de fonctionner. Par conséquent, ceux qui arrivent quelques minutes seulement avant l'heure fixée, ne peuvent plus descendre ; ils sont obligés de s'en retourner, malgré qu'on leur ait délivré leurs lampes. C'est le cas qui s'est présenté la semaine dernière : 40 ouvriers durent s'en aller du puits Saint-François où ils travaillaient. C'était donc une journée de perdue pour eux.

Le syndicat des mineurs vient d'être saisi de cette affaire, nous verrons comment il va faire respecter cette belle « loi ouvrière ».

Donc, réellement, les ouvriers mineurs bénéficient de 20 minutes, mais à condition qu'ils arrivent sur leurs puits comme auparavant, s'ils ne veulent pas être obligés de retourner chez eux.

Voilà donc tout l'avantage qu'ont les parias du charbon d'une loi accouchée après tant d'années de discussion à la Chambre par nos honorables faïnéants.

Après celle-ci, les électeurs imbéciles pourront aller voir au mois de mai afin d'envoyer M. Jean en fabrique d'autres aussi idiotes !

Ah ! les bonnes lois ouvrières !

J. Blanchon.

MOUY

La période électorale va s'ouvrir. Plus que jamais, le moment est venu de faire de l'action antiparlementaire, faut qu'à Mouy, comme ailleurs nous nous groupions pour monter à la classe exploitée le mensonge et l'hyppocrisie parlementaire.

Ce n'est que par une action méthodique et un effort soutenu que nous arrivons à briser la brèche néfaste des politiciens. Camarades, nous sommes quelques-uns à Mouy qui pouvons faire quelque chose si nous savons nous entendre, nous grouper les ressources pécuniaires en vue d'une commune action de propagande.

Mme Lavery s'offre à procurer un petit commerce aux camarades désireux de s'affranchir des tutelles patronales. Cette occupation, dont le bénéfice serait réservé à la propagande antiparlementaire, pourrait devenir fixe par la suite et nourrir son homme.

Le Libertaire insère volontiers cette offre puisqu'elle lui paraît très acceptable et que je but indiqué cadre avec nos efforts.

Ce sera à nos lecteurs de nous dire si nous avons eu raison de leur soumettre la proposition.

BORDEAUX

Les camarades qui désirent profiter de la période électorale pour faire de l'agitation antiparlementaire, pourront s'entendre avec Mme Lavery, aux Halles Centrales, 3, rue Garat, à Bordeaux, qui pourra leur indiquer les ressources pécuniaires en vue d'une commune action de propagande.

Mme Lavery s'offre à procurer un petit commerce aux camarades désireux de s'affranchir des tutelles patronales. Cette occupation, dont le bénéfice serait réservé à la propagande antiparlementaire, pourrait devenir fixe par la suite et nourrir son homme.

Le Libertaire insère volontiers cette offre puisqu'elle lui paraît très acceptable et que je but indiqué cadre avec nos efforts.

Ce sera à nos lecteurs de nous dire si nous avons eu raison de leur soumettre la proposition.

MARSEILLE

Le camarade qui nous envoie les lignes ci-dessous, étant connu de plusieurs militants parisiens, nous insérons sa protestation sans l'inter. Mais il est évident que le Libertaire ne peut point prendre sous son exclusive responsabilité, la défense du calomnié.

D'ailleurs, ceux qui connaissent Guido, apprécieront les faits. Le Libertaire est toujours à la disposition de ceux qui ont besoin de se laver de toute calomnie de cette nature.

Reponse à une Salette

Dans un numéro unique paru dernièrement à Marseille et ayant pour titre, *Sulla gogna*, des insinuations aussi stupides que méprisantes ont été lancées contre notre ami et camarade Clarrocca Guido. Entre autres saletés, il y est dit que Guido avait des relations avec le consulat italien de Marseille. Naturellement, comme notre ami ne peut répondre à ces ordures, puisqu'il a été expulsé de France uniquement pour sa propagande anarchiste, les cancanes vont leur cours.

Or, il ne sera pas dit que les nombreux amis de notre camarade le laisseront impuissant.

L'accusateur, en l'espèce, un Raphaël Nerucci, prétend que Guido, ayant écrit un article contre le consulat italien, ce dernier lui acheta son silence.

Il ment, puisque ledit article a paru dans *La Propaganda*, de Naples, vers la fin de mai 1909. A ce moment-là, Clarrocca, quoique expulsé, se tenait secrètement à Marseille, où il était venu pour assister à l'agonie de son beau-frère et secourir ses parents. La police parvint à le savoir et il fut obligé de se cacher chez un de ses amis pour échapper à l'arrestation ; j'ajouterais même que deux copains furent inquiétés à ce sujet. Son « secret départ » se justifia donc aisément.

Quant aux voyages à « bon marché », ils furent dus aux économies de sa mère et à la solidarité des camarades.

Personnellement, j'ai connu Clarrocca il y a 3 ou 4 ans et ai toujours été très intimement lié avec lui. Je puis affirmer qu'il est toujours demeuré un bon camarade et un excellent militant ; qu'il a payé de sa personne. Du reste, celui qui l'accuse le sait très bien. Alors, que signifient ces attaques ? Est-ce de la méchanceté ou de la mauvaise foi ?

ROGER PRINTEMPS

Marseille, 14 janvier 1910.

BEZIERS

Le Libertaire insère cette correspondance pour plusieurs raisons : 1° elle lui semble de nature à intéresser les camarades de Béziers ; 2° elle n'est pas uniquement une querelle personnelle et notre correspondant a le droit de s'expliquer et de se justifier.

Lettre ouverte au Comité de rédaction du « Travailler ». — Dans le préambule dont ils ont fait précéder ma « Réponse à ces messieurs de la 4e section du Livre », les membres de la commission du journal de la B. du T. pour expliquer ce retard de parution du dernier numéro, m'en attribuant la responsabilité, Cas

